

[Traduction française à titre indicatif]

20 Août 2007

M. Ángel Gurría
Secrétaire Général
O C D E
2, rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16

Monsieur le Secrétaire général,

Suite à nos échanges ces derniers mois à Washington, Dresde et Paris, je vous écris à propos de la nécessité d'une consultation horizontale à l'OCDE sur les fonds d'arbitrage *hedge funds*, les sociétés de capital-investissement *private equity* et leur impact sur les marchés mondiaux des capitaux, les entreprises ainsi que les perspectives de croissance et d'innovation de l'économie réelle.

La cause immédiate et évidente du brusque resserrement des marchés internationaux du crédit ainsi que des turbulences sur les marchés des actions est la défaillance des marchés des prêts hypothécaires aux Etats-Unis. Néanmoins, ces marchés sont trop étroits pour expliquer à eux seuls l'ampleur des perturbations que nous connaissons aujourd'hui. Le facteur décisif de cette crise est, selon moi, l'utilisation complexe et de plus en plus fréquente de l'effet de levier sur ces marchés, dont une grande partie relève des fonds d'arbitrage *hedge funds*, et des sociétés de capital-investissement *private equity*.

Comme nous l'avons abordé ensemble, l'émergence des fonds *hedge funds* et *private equity* – c'est à dire l'expansion rapide de fonds communs de placement peu régulés utilisant des stratégies d'investissement à fort effet de levier et bénéficiant de régimes fiscaux très favorables – soulèvent de nouveaux enjeux vitaux pour les marchés de capitaux, les entreprises et l'économie réelle. Ces enjeux sont complexes, peu compris, controversés et leur portée est mondiale. Et comme le montre l'actualité, ils relèvent d'une urgence croissante.

Les banques centrales sont intervenues énergiquement pour maintenir les niveaux de liquidités et pour rassurer les marchés de capitaux ; espérons qu'elles réussissent dans cette entreprise. Cependant, et quelle qu'en soit l'issue, ces interventions ne répondent ni à la question du rôle central que joue l'effet de levier sur nos marchés financiers, ni aux enjeux qui en découlent : la transparence, la gouvernance, la régulation et la fiscalité des *hedge funds* et des fonds *private equity*.

Comme vous le savez, la chancelière Angela Merkel a mis ces questions à l'ordre du jour du Sommet du G8 à Heiligendamm. De même, le président Nicolas Sarkozy a récemment appelé à une réponse ferme à l'instabilité des marchés financiers. Aux Etats-Unis, Barney Frank, le président du Comité sur les services financiers de la Chambre des représentants, est à la tête des efforts pour développer une régulation financière plus musclée.

L'OCDE occupe une position unique pour prendre la mesure de ces enjeux essentiels, liés aux nouveaux acteurs financiers, ainsi que pour alimenter les débats qui aujourd'hui animent nombre de gouvernements nationaux. Lors de la dernière réunion ministérielle de l'OCDE, le TUAC a appelé à l'organisation d'une consultation horizontale sur ces enjeux complexes et d'une actualité brûlante. J'estime qu'une telle consultation, qui s'appuierait sur l'expertise de l'OCDE, des organismes consultatifs et des experts extérieurs, est plus nécessaire que jamais.

Je vous invite vivement à saisir l'occasion qui vous est présentée de mobiliser l'ensemble de l'expertise de l'OCDE sur les enjeux liés à l'émergence des fonds *hedge funds* et *private equity* sur les marchés mondiaux de capitaux. Comme à l'accoutumée, le TUAC est disposé à offrir son assistance afin que toute initiative de l'OCDE dans ce domaine prenne acte de la perspective du monde du travail et de l'expérience riche et variée du mouvement syndical international.

En l'attente de votre réponse, je suis disponible à l'AFL-CIO et au TUAC pour travailler avec vous sur cette initiative.

Cordialement,

John J Sweeney
Président de l'AFL-CIO

Cc: Mme l'Ambassadeur Constance Morella
John Evans, Secrétaire général du TUAC

American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations



815 Sixteenth Street, N.W.
Washington, D.C. 20006
(202) 637-5000
www.aflcio.org

EXECUTIVE COUNCIL

JOHN J. SWEENEY
PRESIDENT

Gerald W. McEntee
Patricia Friend
Robert A. Scardelletti
Michael J. Sullivan
Joseph J. Hunt
Edward C. Sullivan
Edward J. McElroy Jr.
Baxter M. Atkinson
Vincent Giblin
Larry Cohen
Thomas C. Short

RICHARD L. TRUMKA
SECRETARY-TREASURER

Gene Upshaw
Michael Goodwin
John M. Bowers
Capt. Duane Woerth
Cheryl Johnson, R.N.
William Burrus
Ron Gettelfinger
John Gage
William Hite
Warren George
Robbie Sparks

LINDA CHAVEZ-THOMPSON
EXECUTIVE VICE PRESIDENT

Michael Sacco
William Lucy
R. Thomas Buffenbarger
Harold Schaitberger
Clyde Rivers
Leo W. Gerard
James Williams
William H. Young
Michael T. O'Brien
Gregory J. Junemann
Nancy Wohlforth
Frank Hurt
Leon Lynch
Elizabeth Bunn
Edwin D. Hill
Cecil Roberts
Melissa Gilbert
John J. Flynn
Nat LaCour
Andrea E. Brooks
Laura Rico
Paul C. Thompson

August 21, 2007

Mr. Ángel Gurría
Secretary-General
OECD
2, rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16
France

Dear Secretary-General:

I write to follow up our conversations over the past several months in Washington, Dresden and Paris about the need for an OECD horizontal consultation on hedge funds, private equity and their impact on global capital markets, corporations and the prospects for growth and innovation in the real economy.

The proximate cause of the recent dramatic tightening in global credit markets and turmoil in equity markets is, of course, the troubled sub-prime mortgage market in the U.S. But these markets are simply too small to account for the scale of disruption we are experiencing. The accelerant for the latter, in my view, is the rapidly growing and complex role of leverage in these markets much of it structured by hedge funds and private equity.

As we have discussed, the emergence of hedge funds and private equity -- rapidly growing pools of lightly regulated capital employing highly leveraged and tax-subsidized investment strategies -- is posing new and vitally important issues for capital markets, and the real economy. These issues are complex, poorly understood, controversial and truly global in nature. As recent events argue, they are also increasingly urgent.

Central banks are intervening aggressively to maintain liquidity and calm capital markets and hopefully they will succeed. But, whether successful or not, these actions leave unaddressed the central role of leverage in our financial markets and the closely related issues of the transparency, governance, regulation, and taxation of hedge funds and private equity.

As you know, Chancellor Angela Merkel put these issues before the G8 Heiligendamm Summit. And President Nicolas Sarkozy has recently called for a more active regulatory response to financial market instability. Rep. Barney Frank, Chair of the House Financial Service Committee, is leading the effort to formulate more robust financial regulation in the U.S.

Letter to Secretary-General Gurría
August 21, 2007
Page 2

The OECD is uniquely positioned to help address the many important issues posed by these new financial players and inform the discussions now underway among a number of national governments. At the last Ministerial, the TUAC called for a horizontal consultation addressing these complex and timely issues. I believe that such a consultation, drawing on expertise from throughout the OECD, from the advisory bodies and from outside experts is more timely than ever.

I urge you to take advantage of this opportunity to engage the full range of expertise at the OECD on the issues posed by the emergence of hedge funds and private equity in global capital markets. As always, the TUAC is prepared to assist in every way to ensure that any OECD initiative in this area is informed by the perspective of working people and the rich and varied experience of the international labor movement.

I look forward to your response and stand ready at the AFL-CIO and the TUAC to work with you on this initiative.

Sincerely,


John J. Sweeney
President

JJS/RB:lkf

cc: Ambassador Constance Morella
John Evans, General Secretary of TUAC